

AIN Fiscalité

Grève aux impôts contre un projet confidentiel de réorganisation

L'intersyndicale de la direction départementale des finances publiques appelle à la grève demain jeudi. Au cœur des inquiétudes, une note confidentielle tombée dans les boîtes mails, qui parle d'un projet de réorganisation de grande ampleur et de réduction d'effectifs.

Une note confidentielle a mis le feu aux impôts il y a quelques semaines. Son contenu évoque « non une restructuration du réseau mais un nouveau réseau » des finances publiques dans les départements.

« On a eu du mal à y croire »

« En décembre, les directeurs des finances publiques ont été reçus au ministère, à Bercy. Et quel qu'un a diffusé la note ensuite dans toute la France, raconte

François Bruchon de la CGT. Quand on l'a reçue, on a eu du mal à y croire. »

Dès la première page sont évoqués, notamment, « l'évolution des usages » comme la dématérialisation des échanges [...] qui permettent de dépasser la notion de proximité pour faire

prévaloir celle d'accessibilité, mais aussi le regroupement des petites unités et les gains de productivité attendus. Pour les syndicats, cette manœuvre vise bien, à terme, en regroupant des sites, à réduire l'accueil physique du public et à supprimer des emplois. Le tout à l'horizon 2022. Ce qui est d'ailleurs écrit : « Pour autant, ces propositions devront intégrer des

hypothèses de diminution d'effectifs [...] »

Une mobilisation jeudi

« Depuis dix ans, on a perdu 139 emplois et, aujourd'hui, dans l'Ain, il reste 687 agents et des sites des impôts dans 17 communes », indique Frédéric Refouvelet du syndicat FO. « Au total, il y a 25 structures dans le département, actuellement, que ce soit pour les impôts des particuliers et ceux des professionnels, complète François Bruchon. Mais il pourrait n'en rester que cinq. Nous avons écrit aux maires concernés. »

Pour ce qui est du calendrier, la note divulguée parle du début de l'année

pour la première phase, celle de préparation. La deuxième serait une phase d'échanges entre les directeurs et les services centraux. La troisième, enfin, serait celle de la concertation avec les représentants du personnel, notamment. « La direction départementale devait faire remonter son projet avant la mi-mars mais, apparemment, ce n'est pas le cas, termine François Bruchon. De toute façon, le projet doit être fait en concertation avec le préfet. »

Pour protester contre ces prévisions et alerter le grand public, les agents sont appelés à manifester, ce mercredi matin, devant les bureaux de la Grenouillère, à Bourg-en-Bresse.

Mais la mobilisation nationale est prévue demain jeudi, devant la direction départementale des finances publiques. Les représentants des personnels ont également demandé une audience, ce jour-là, à leur directeur.

Mathilde VILLEMENOT



Les représentants syndicaux Frédéric Refouvelet (FO), Isabelle Guillerminet (Solidaires) et François Bruchon (CGT) appellent à la mobilisation jeudi. Photo Mathilde VILLEMENOT